



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHE PUBLIC SOUMIS AU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Procédure GAC-2022-069_SAD-LILLE 2022

Pouvoir adjudicateur : CHU de Lille – 2 avenue Oscar Lambret 59307 Lille Cedex

Objet du marché : Fourniture de Solutés et Nutrition Parentérale, Solutions de Conservation d'organe et Matières Premières à usage pharmaceutique

Procédure : Appel d'offres restreint (articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-6 à R.2161-11, R.2162-39, R.2162-41 à R.2162-47, R.2162-49 à R.2162-51 du Code de la commande publique)

Technique d'achat : Système d'acquisition dynamique (R.2162-37 à R.2162-51 Code de la commande publique)

SOMMAIRE

1. TABLE DES MATIERES

1.	TABLE DES MATIERES	2
Chapitre 1er - Généralités		5
1.	Fonctionnement du pouvoir adjudicateur	5
1.1	TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR	5
1.2	COORDONNEES DU POUVOIR ADJUDICATEUR	5
1.3	PRINCIPES GENERAUX RELATIFS AUX CONDITIONS D'EXECUTION DU SAD ET DES MARCHES SPECIFIQUES	5
1.4	ADHERENTS DE LA CENTRALE D'ACHAT	6
1.5	CONDITIONS D'EXECUTION DES MARCHES SPECIFIQUES	8
1.6	PARTAGE DE RESPONSABILITE	8
2.	Objet et périmètre du SAD	8
2.1	OBJET DU SAD	9
2.2	PERIMETRE GEOGRAPHIQUE	9
2.3	DIVISION EN LOTS ET CLASSIFICATION DES PRODUITS	10
3.	Pièces constitutives du SAD	11
4.	Durée du SAD	11
5.	Obligations générales d'ES titulaires	12
5.1	CHANGEMENT AFFECTANT LE CANDIDAT ADMIS AU SAD	12
5.2	SUIVI DE L'EXECUTION DES MARCHES	12
5.3	QUALITE DES FOURNITURES	13
5.4	ASSURANCE	14
5.5	DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	14
5.6	OBLIGATION RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	14
5.7	PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	15
Chapitre 2 - Prix et règlements		19
6.	Contenu et caractère des prix	19
6.1	FORME DES PRIX	19
6.2	CONTENU DES PRIX	19
7.	Modification des prix	20
7.1	HYPOTHESE DE REVISIONS DES PRIX JUSTIFIEES PAR LA REGLEMENTATION APPLICABLE AUX MEDICAMENTS	20

7.2 REMISES APPLICABLES.....	21
8. Avances	24
9. Modalités de règlements	24
9.1 DELAIS DE PAIEMENT	24
9.2 FACTURES	25
Chapitre 3 - Exécution	28
10. Modalités de passation des marches spécifiques	28
10.1 PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES	28
10.2 OBJET DU MARCHE SPECIFIQUE.....	28
10.3 FORME DES MARCHES SPECIFIQUES.....	29
10.4 DUREE DES MARCHES SPECIFIQUES.....	31
10.5 PIECES DU MARCHE SPECIFIQUE.....	31
10.6 OBLIGATIONS SPECIFIQUES LIEES AU PRIX.....	34
10.7 MODALITES DE REMISE DES OFFRES.....	34
10.8 EVALUATION DES OFFRES DES MARCHES SPECIFIQUES	34
10.9 NOTIFICATION	34
11. Réexamen des produits proposés	35
11.1 CHANGEMENT DE REFERENCE, D'ETIQUETAGE OU DE CONDITIONNEMENT	35
11.2 EVOLUTION TECHNIQUE OU TECHNOLOGIQUE.....	35
11.3 - COMPLEMENT DE GAMME	36
12. Gestion des ruptures d'approvisionnement.....	36
12.1 OBLIGATION D'INFORMATION	36
12.2 RUPTURE CONSECUTIVE A UNE EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION OU A UNE DECISION D'UNE AUTORITE ADMINISTRATIVE ET SANITAIRE ET NON IMPUTABLE AU TITULAIRE	36
12.3 RUPTURE IMPUTABLE AU TITULAIRE	37
13. Clauses de réexamen relatives à la modification des conditions du marché spécifique en cours d'exécution.....	38
13.1 CHANGEMENT DE POUVOIR ADJUDICATEUR.....	38
13.2 CESSION DU MARCHE.....	38
Chapitre 4 – Constatations de l'exécution des prestations	40
14. Opérations de vérification	40
15. Vérifications quantitatives et qualitatives simples.....	40
16. Vérifications qualitatives approfondies.....	41
17. Décision	41
18. Clause de reprise	41

19.	Admission et transfert de propriété	42
20.	Garantie des fournitures	42
21.	Produits soumis à la chaîne du froid.....	42
Chapitre 5 – Résiliation et pénalités		44
22.	Pénalités	44
22.1	PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L’EXECUTION DES PRESTATIONS	44
22.2	PENALITES POUR DEFAT DES OBLIGATIONS RELATIVES A LA RECUPERATION DES DONNEES	45
23.	Résiliation du contrat	45
23.1	MOTIFS DE RESILIATION	45
23.2	INDEMNITE DE RESILIATION.....	45
23.3	RESILIATION EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE	46
Chapitre 6 – Imprévision et circonstances imprévues		47
24.	Incidence d’un événement imprévisible et extérieur aux parties sur la poursuite du contrat	47
24.1	OBLIGATION D’INFORMATION	47
24.2	MODALITES DE POURSUITE DU CONTRAT	47
24.3	LA SUSPENSION DU CONTRAT.....	47
24.4	RECEVABILITE D’UNE DEMANDE D’INDEMNISATION EN CAS DE POURSUITE DU CONTRAT.....	48
Chapitre 7 – Dispositions spécifiques aux établissements bénéficiaires situés Outre-mer		49
25.	MODALITES DE LIVRAISON	49
26.	DELAJ DE LIVRAISON	49
27.	TRAITEMENT DES COMMANDES	49
28.	BORDEREAU DE LIVRAISON	50
29.	EMBALLAGES ET TRANSPORT	50
30.	OPERATION DE VERIFICATION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE	52
31.	ADMISSION DES FOURNITURES ET TRANSFERT DE RESPONSABILITE PHARMACEUTIQUE	52
32.	Dispositions financières particulières.....	52
Chapitre 8 - Dérogations au CCAG-FCS		53

Chapitre 1er - Généralités

1. FONCTIONNEMENT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

En vertu de sa convention constitutive, l'assemblée générale du GCS donne mandat à l'un de ses membres pour coordonner des groupements de commande.

La présente consultation est coordonnée par le CHU de Lille en application d'une délibération de l'assemblée générale du GCS UniHA.

Le CHU de Lille est le pouvoir adjudicateur du présent système d'acquisition dynamique (SAD).

En exécution du système d'acquisition dynamique, **les marchés spécifiques ne peuvent être conclus que par le CHU de Lille tel qu'habilité par le GCS UniHA, ou par le GCS UniHA lui-même**, pour le compte de l'un, l'autre, ou la totalité des établissements adhérents.

L'ensemble des missions et compétences attribuées au CHU de Lille au sens des stipulations du présent SAD sont, dès lors, réputées assurées par le GCS UniHA lorsqu'il a assuré lui-même la passation du marché spécifique en cause.

Les établissements adhérents, bénéficiaires, sont pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du ou des marchés spécifiques auxquels ils sont parties au sens où ils sont responsables de l'exécution des prestations y afférent, et notamment de la passation des bons de commande.

1.2 COORDONNEES DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur contractant du SAD est :

Centre Hospitalier Universitaire de Lille,
2 avenue Oscar Lambret,
59307 Lille Cedex

1.3 PRINCIPES GENERAUX RELATIFS AUX CONDITIONS D'EXECUTION DU SAD ET DES MARCHES SPECIFIQUES

Le CHU de Lille est le pouvoir adjudicateur pour la passation du SAD. Il demeure seul responsable de toute la procédure de passation du système d'acquisition dynamique et de ses éventuelles modifications.

Les marchés spécifiques seront lancés par le CHU de Lille (ou par le GCS UniHA lui-même) en sa qualité de coordonnateur, pour ses propres besoins comme celui des établissements bénéficiaires du SAD. Le CHU de Lille (ou le GCS UniHA lui-même le cas échéant) est compétent pour :

- accepter ou rejeter les candidatures présentées au titre du SAD,
- procéder, dans le respect des règles prévues par le Code de la commande publique, à l'organisation de la procédure de passation de marché(s) spécifique(s) dans le respect du dossier de consultation du système d'acquisition dynamique ;
- signer et notifier le(s) marché(s) spécifique(s) ;
- procéder à la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir dans le cadre du ou des marché(s) spécifique(s),
- réaliser plus généralement tous les actes relatifs à la modification du ou des marché(s) spécifique(s),
- prononcer la résiliation du ou des marché(s) spécifique(s),
- gérer les relations pré - contentieuses et les contentieux formés à l'encontre de la passation des marchés spécifiques,

L'exécution des marchés spécifiques relève des établissements bénéficiaires.

1.4 ADHERENTS DE LA CENTRALE D'ACHAT

Les bénéficiaires de chaque marché spécifique sont désignés, au lancement de celui-ci, parmi les établissements désignés en annexe 2. au CCAP du SAD « Liste des adhérents », dans sa version en vigueur à la date de lancement du marché spécifique. A ce titre, un établissement adhérent est réputé engagé dès la notification du marché spécifique dès lors qu'il a quantifié un besoin au titre de celui-ci.

Chaque établissement adhérent bénéficie en effet des lots au titre desquels une quantité au moins égale à 1 unité, pour au moins une référence du lot, a été fixée en annexe « Quantification ».

Lorsqu'un établissement bénéficie d'un lot, il bénéficie de l'intégralité des références qui le composent, qu'il ait ou non présenté des quantités pour chacune de ces références.

Il est à ce titre rappelé qu'un lot donne lieu à la passation d'un marché spécifique, le CHU de Lille se réservant toutefois la possibilité de regrouper plusieurs lots attribués à un même candidat au sein d'un même marché spécifique.

Les établissements désignés en annexe 2. au CCAP du SAD « Liste des adhérents », mais qui n'ont pas quantifié de besoin dans les conditions prévues au présent article, peuvent toutefois bénéficier du marché spécifique, via une convention de mise à disposition dont les modalités sont précisées ci-après. Le montant estimatif de chacune des catégories du SAD tient compte de cette possibilité.

En outre, et conformément à l'article R.2162-39 du Code de la commande publique, le présent SAD peut être mis à disposition de nouveaux membres et adhérents, en cours d'exécution, qui ne figurent pas en annexe 2 au CCAP. Ces nouveaux adhérents seront nécessairement, conformément au Code de la santé publique et à la convention constitutive du GCS, des établissements de santé publics, privés, médico-sociaux ou toute structure concourant à l'activité de UniHA (notamment structures de coopération hospitalière, universités pour leurs besoins relevant du domaine sanitaire) et situés sur le territoire français.

Seuls les marchés spécifiques lancés postérieurement à la date d'intégration de ces adhérents pourront leur bénéficier, soit parce qu'ils y ont été désignés au sens du premier paragraphe du présent article, soit parce qu'un marché spécifique leur a été mis à disposition en application du cinquième paragraphe du présent article.

➔ Condition de mise à disposition d'un marché spécifique pour les adhérents de la centrale d'achat :

Pour que les membres de la Centrale d'achat puissent bénéficier d'un marché spécifique dans les conditions fixées ci-avant, une convention de mise à disposition du contrat est conclue entre le GCS UniHA et chaque établissement qui demande le bénéfice dudit marché spécifique. Une fois cette convention de mise à disposition signée, cet établissement est alors dénommé « Bénéficiaire ».

En toute hypothèse, les bénéficiaires sont alors considérés comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence conformément aux dispositions du droit de la Commande Publique.

La convention de mise à disposition indique notamment la dénomination du marché spécifique et la nature des fournitures, équipements et prestations qui constituent son objet.

Le Titulaire du marché spécifique sera informé par le GCS UniHA de la signature de cette convention et de l'identité de l'adhérent qui devient bénéficiaire des stipulations du marché spécifique par effet direct de la signature de la convention de mise à disposition.

Par le présent CCAP, chaque candidat admis au SAD donne son accord sans réserve possible pour exécuter le ou les marchés spécifiques qui lui seraient notifiés directement auprès des bénéficiaires de la centrale d'achat dès réception de la notification de la convention de mise à disposition, dans les conditions fixées au présent article.

La convention de mise à disposition prend fin de manière automatique à l'échéance naturelle du marché spécifique, ou en cas de résiliation de celui-ci par le pouvoir adjudicateur.

- ➔ Conditions particulières d'exécution des contrats conclus dans le cadre de la centrale d'achat UniHA et mis à disposition :

Dès lors que la convention citée à l'article précédent est conclue et que le Titulaire en est informé, le bénéficiaire peut demander l'exécution du marché spécifique

Le Titulaire assure directement les livraisons et prestations de services auprès du bénéficiaire.

Le Titulaire établit et adresse directement à l'adhérent bénéficiaire les factures et autres documents justificatifs permettant le règlement des sommes dues par le comptable du bénéficiaire.

- ➔ Conditions de mise à disposition du SAD pour les adhérents de la centrale d'achat :

La mise à disposition du SAD intervient dans les mêmes conditions que celles fixées ci-avant, étant rappelé qu'un établissement bénéficiant du SAD via la centrale d'achats ne peut bénéficier, au sens des stipulations du présent article, que des marchés spécifiques lancés postérieurement à sa date d'entrée dans le SAD.

1.5 CONDITIONS D'EXECUTION DES MARCHES SPECIFIQUES

Les titulaires des marchés spécifiques assurent directement la livraison des fournitures auprès des adhérents UniHA définis dans le marché spécifique.

Le titulaire établit et adresse directement à l'adhérent bénéficiaire du marché spécifique, les factures et autres documents justificatifs permettant le règlement des sommes dues par le comptable du bénéficiaire (cf. annexe 3 du présent CCAP : Liste des comptables assignataires du GCS UniHA).

1.6 PARTAGE DE RESPONSABILITE

Le CHU de Lille, établissement coordonnateur du SAD, ne peut être tenu responsable de défauts constatés dans l'exécution des marchés spécifiques issus du SAD.

Les contentieux nés de l'exécution des marchés spécifiques relèvent exclusivement de la relation contractuelle établie entre l'adhérent bénéficiaire et le titulaire.

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

2. OBJET ET PERIMETRE DU SAD

2.1 OBJET DU SAD

Le système d'acquisition dynamique est conclu sans engagement minimum ou maximum, et a pour objet la fourniture de solutés de perfusion et accessoires, de solutés de remplissage, versables, d'irrigation, et solutés en ampoules et nutrition parentérale, de solutions statiques de conservation d'organe et de cardioplegie, de matières premières à usage pharmaceutique, d'articles de conditionnement et de petit matériel de préparatoire.

Le système d'acquisition dynamique est subdivisé en 3 catégories, appréciées comme suit :

- ➔ **Catégorie 1** – Solutés de perfusion et accessoires (tels les sets de transferts et anneau de suspension), solutés de remplissage, versables, d'irrigation et solutés en ampoules et nutrition parentérale
- ➔ **Catégorie 2** – Solutions statiques de conservation d'organe et de cardioplegie (ne concerne pas les solutions pour machines à perfusion de greffons)
- ➔ **Catégorie 3** – Matières premières à usage pharmaceutique, Préparations hospitalières, Articles de conditionnement et Petit matériel de préparatoire (MPUP, Solvants, Diluants, Bases orales, Bases topiques, Huiles essentielles chémotypées, Gélules vides, Flaconnage, Géluliers, Mortiers, Spatules, Verrerie ...)

Le CCTP décrit, pour toutes les catégories, les caractéristiques générales des produits qui seront achetées dans le cadre des marchés spécifiques.

Les marchés spécifiques seront lancés par catégorie, le CHU de Lille pouvant néanmoins lancer simultanément, au sein d'un même DCE, plusieurs marchés spécifiques, présentés le cas échéant en autant de « lots ».

2.2 PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

Le périmètre de livraison sera précisé lors de chaque marché spécifique.

Les livraisons des fournitures objet du SAD peuvent avoir lieu sur l'ensemble du territoire national, ainsi que dans les Départements et Régions d'Outre-Mer et Collectivités d'Outre-Mer (cf. annexe 2 au CCAP – Liste des adhérents du GCS UniHA).

Les livraisons dans les DROM-COM sont effectuées suivant l'Incoterms FCA (Free Carrier).

2.3. DIVISION EN LOTS ET CLASSIFICATION DES PRODUITS

Les marchés spécifiques seront allotés. Le détail de l'allotissement sera précisé dans chaque marché spécifique, en conformité avec la liste des catégories identifiées en annexe 1 au CCAP.

Chaque lot sera identifié selon une classification A/B/C, cette classification pouvant évoluer selon les marchés spécifiques : la classification d'un produit pour un marché spécifique ne préjuge pas de sa classification pour un autre marché spécifique.

Chacune de ces classes pourra donner lieu à des critères de choix et pondérations, conditions de marché (durée, multi-attribution...) et clauses d'exécution spécifiques, et notamment :

Pour les classes A : Lots à enjeu de sécurité d'approvisionnement

- Durée initiale ferme de 2 ans (durée donnée à titre indicatif, celle-ci fera l'objet d'une précision au sein de chaque marché spécifique)
- Multi-allotissement ou multi-attribution, selon une répartition déterminée par chaque marché spécifique

Afin de préserver la sécurité d'approvisionnement, le Pouvoir Adjudicateur décide de limiter le nombre de lots susceptibles d'être attribués à un même candidat sur le fondement de l'article L2113-10 du code de la commande publique. Les conditions de mise en œuvre de cette limite sont précisées à chaque marché spécifique.

Le marché spécifique précisera, le cas échéant, le nombre de Titulaires maximums sur les lots concernés.

Le mécanisme en cas de défaillance d'un Titulaire et de suppléance par l'un ou les autres Titulaires avant exécution aux frais et risque sera déterminé également par chaque marché spécifique.

- Les informations contenues dans le Plan de Gestion de Pénurie, telles que mentionnées dans les dernières lignes directrices publiées par l'ANSM pourront être exigées.
- La décomposition des étapes de la chaîne d'approvisionnement (de la matière première jusqu'au stockage du produit fini) du produit pourra être exigée.
- Possibilité d'exonération de pénalités suivant les modalités du marché spécifique.

Pour les Classe B : Lots à enjeu économique

- Durée initiale ferme de 2 ans (durée donnée à titre indicatif, celle-ci fera l'objet d'une précision au sein de chaque marché spécifique)
- Lots multi-attributaires : le second attributaire sera sollicité uniquement en cas de défaillance de l'attributaire de rang 1.

Pour les Classe C : Autres lots

- Durée initiale ferme de 1 an (durée donnée à titre indicatif, celle-ci fera l'objet d'une précision au sein de chaque marché spécifique)
- Lots multi-attributaires : le second attributaire sera sollicité uniquement en cas de défaillance de l'attributaire de rang 1.

3. PIECES CONSTITUTIVES DU SAD

Les pièces constitutives du SAD sont, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les suivantes :

- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses 3 annexes** :
 - ➔ Annexe 1 : Liste des catégories
 - ➔ Annexe 2 : Liste des adhérents du GCS UniHA
 - ➔ Annexe 3 : Liste des comptables assignataires
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières** ;
 - ➔ Annexe 1 : Plan de palettisation
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS)

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du SAD, elles prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas à l'accord-cadre.

Les exemplaires des documents particuliers énumérés ci-dessus et conservés dans les archives du CHU de Lille font seuls foi.

4. DUREE DU SAD

Pour toutes les catégories, le SAD est ouvert pour une durée de 96 mois à compter de sa date de publication. Cette durée de validité pourra être modifiée selon les dispositions de l'article R.2162-40 du Code de la Commande Publique.

5. OBLIGATIONS GENERALES DES TITULAIRES

5.1 CHANGEMENT AFFECTANT LE CANDIDAT ADMIS AU SAD

Le candidat admis au SAD s'engage à informer le CHU de Lille de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du SAD, affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter,
- la forme de l'entreprise,
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- son adresse ou son siège social,
- la cession d'une ou de différentes activités,
- l'acquisition d'une nouvelle activité,
- son adresse et coordonnées bancaires.

Ces changements doivent être signalés impérativement et sans délai au CHU de Lille avant toute nouvelle facturation auprès des adhérents. Ces changements se font sans modification de l'offre retenue au titre du ou des marchés spécifiques notifié au candidat admis au SAD.

Ces modifications peuvent être formalisées par simple échange de courrier ou certificat administratif. Concernant les changements de coordonnées bancaires, le CHU de Lille acceptera la modification de RIB après s'être assuré par tous moyens de la validité du nouveau RIB.

Dans le cas où ces modifications entraînent la substitution du candidat initialement retenu au SAD par un nouveau candidat au sens de l'article R2194-6 du Code de la commande publique, elles font l'objet d'un avenant.

5.2 SUIVI DE L'EXECUTION DES MARCHES

5.2.1 REPORTING COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Le titulaire s'engage à réaliser un reporting de la façon suivante :

Pour les besoins de la mesure des résultats des marchés, dans le cadre des projets du GCS-UniHA, d'une part des CHU et CH, d'autre part de la Direction de l'Hospitalisation et de l'Organisation des Soins du Ministère de la Santé et des Sports, le coordonnateur est fondé à demander au titulaire, à tout moment, la communication de toute information utile, notamment statistique, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution des marchés, ce pour l'ensemble des adhérents du groupement ou par adhérent. Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation.

5.2.2 REPORTING UNIHA

Chaque titulaire de chaque marché spécifique s'engage à transmettre au GCS UniHA deux reporting par an, afin d'effectuer un suivi de l'activité du Titulaire en termes de volumétrie et en terme financier. Les dates de reporting demandées sont le **31 juillet** pour les données du 1^{er} janvier au 30 Juin (Semestre1) et le **31 janvier de l'année N+1** pour les données du 1^{er} Juillet au 31 décembre (semestre2).

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution des marchés spécifiques, quelle que soit la date de début et la date de fin du marché spécifique, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie un semestre.

Ce reporting sera réalisé à l'aide d'un fichier Template disponible sur le site internet de UniHA à partir du menu suivant : « Je suis une entreprise », « Reporting fournisseur ».

Le reporting doit permettre de renseigner les données obligatoires suivantes :

1. N°SIRET du titulaire, le nom du titulaire
2. Numéro de marché attribué par UniHA,
3. N° SIRET de l'établissement bénéficiaire du marché, le Nom de l'établissement : Date de début et date de fin de période de reporting (exemple 01/01/2019 - 30/06/2019 : pour des données agrégées au semestre) pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.
4. Quantité de produits et/ou services facturée
5. Montant facturé en euros HT et TTC

Mode opératoire :

Le format fichier sera CSV ou Excel.

Le lien pour déposer le fichier se trouve sur le site internet du GCS UniHA www.uniha.org sous « Je suis une entreprise », « reporting fournisseur ». Il permet de tester le fichier et de le transmettre à UniHA.

5.3 QUALITE DES FOURNITURES

Les fournitures doivent être conformes aux spécifications techniques décrites dans le CCTP et/ou en annexe à celui-ci et, de façon générale, à l'ensemble des stipulations du marché spécifique.

Le titulaire s'engage à ce que ses fournitures soient de qualité identique à celles des photos ou iconographies, ou spécimen, fournies avec son offre en fonction des exigences propres de chaque marché spécifique.

5.4 ASSURANCE

Conformément à l'obligation mentionnée à l'article L.1142-2 du Code de la Santé Publique, le titulaire, en sa qualité de producteur, exploitant ou fournisseur de produits de santé à l'état de produits finis, est tenu de souscrire une assurance destinée à le garantir pour sa responsabilité civile ou administrative susceptible d'être engagée en raison de dommages subis par des tiers et résultant d'atteintes à la personne, survenant dans le cadre de l'ensemble de son activité.

Le candidat admis au SAD devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du marché spécifique et avant tout début d'exécution de celui-ci, ou à tout moment sur demande du pouvoir adjudicateur en charge de la passation du marché spécifique, être en mesure de produire une attestation établissant l'étendue de la responsabilité couverte, sur demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

5.5 DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire de chaque marché spécifique est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Le titulaire de chaque marché spécifique s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché spécifique pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

5.6 OBLIGATION RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE

A compter de la notification du marché spécifique, le titulaire du marché spécifique est tenu de fournir au CHU de Lille tous les six mois et pendant toute la durée de validité du contrat, les pièces listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail, permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des

formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, et établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

En cas de non accomplissement de ces formalités et après mise en demeure de régulariser sa situation qui sera restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché spécifique, sans indemnités pour faute du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

5.7 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Par dérogation à l'article 5.2 du CCAG FCS, les stipulations suivantes sont applicables au présent SAD :

5.7.1 DESCRIPTION DU TRAITEMENT

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le sous-traitant (cette notion s'entendant dans le présent article exclusivement au sens de sa définition dans le RGPD) est autorisé à traiter pour le compte d'UniHA, du CHU de Lille et des établissements bénéficiaires du marché les données à caractère personnel nécessaires pour respecter les obligations contractuelles définies dans le présent contrat.

L'expression « sous-traitant », pour l'application du présent article, désigne **le titulaire du marché**.

L'expression « le responsable du traitement » désigne :

- **Le GCS UniHA / Le CHU de Lille** pour le traitement des données à caractère personnel concernant les obligations de reporting précisées aux articles 5.2.1 et 5.2.2 du présent CCAP et les obligations du CHU de Lille définies à l'article 1.3 du présent CCAP ;
- **L'établissement bénéficiaire** pour l'exécution des prestations objet de chaque marché spécifique

Il est rappelé que la qualité de responsable de traitement de l'établissement coordonnateur, de UniHA ou des établissements bénéficiaires résultant de leur qualité de pouvoir adjudicateur ne fait pas obstacle au statut de responsable de traitement du titulaire du marché pour l'exercice de ses missions.

Les opérations qui pourront être réalisées sur ces données sont la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

5.7.2 FINALITES DU TRAITEMENT ET DONNEES TRAITEES

Chaque titulaire d'un marché spécifique est autorisé à traiter, pour le compte des responsables de traitement visés à l'article 5.7.1, des données à caractère personnel nécessaires pour le suivi de l'exécution des prestations objet des marchés spécifiques.

Les finalités du traitement **pour le compte du GCS UniHA** / du CHU de Lille sont :

- la récupération harmonisée des données des titulaires de marché en vue de mesurer les consommations réelles des membres UniHA sur les marchés, afin de mesurer le besoin et de permettre une facturation à l'usage, conformément à la politique de tarification du GCS UniHA.

Les données à caractère personnel traitées sont :

- nom, prénom, grade, statut, coordonnées mail et téléphone des agents de UniHA en charge du suivi du présent SAD (acheteurs, Direction générale, contrôle de gestion, service juridique, centrale d'achat) et des responsables des établissements adhérents du GCS UniHA en charge du suivi de l'exécution du SAD.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le GCS UniHA met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes : coordonnées mail, téléphone, nom, prénom, statut, poste des agents de UniHA en charge du suivi du présent SAD et de l'interlocuteur de l'établissement adhérent en charge du suivi de l'exécution du projet objet du SAD et des marchés spécifiques.

Pour **les établissements bénéficiaires**, les finalités du traitement sont la livraison des fournitures objet du marché, la facturation des prestations objet du marché, les réclamations liées à l'exécution du marché.

Les données à caractère personnel traitées sont les coordonnées et fonctions des personnes en charge de l'exécution des prestations du marché spécifique.

5.7.3 DUREE DU TRAITEMENT

La durée du traitement est celle liée à la durée d'exécution des différents marchés spécifiques du SAD.

5.7.4 OBLIGATION DU SOUS-TRAITANT

Conformément au RGPD le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données uniquement pour la durée du SAD ;
- Traiter les données conformément aux instructions du présent contrat ;

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité et la sécurité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Signaler immédiatement toute fuite de données.

De plus, conformément à l'article 37 du RGPD, le sous-traitant doit communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un.

Enfin, le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le sous-traitant entend faire appel à un autre sous-traitant, il en informe préalablement par écrit le responsable de traitement en indiquant les activités de traitement qui seront sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que la durée du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si elle a été validée et acceptée par le responsable de traitement.

Le second sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat. Le sous-traitant initial doit s'assurer des garanties de son sous-traitant concernant la mise en œuvre des diverses obligations du RGPD.

Le sous-traitant ou le responsable de traitement, en fonction de la personne collectrice, fournit l'information aux personnes concernées des opérations de traitement au moment de la collecte des données.

5.7.5 DROITS DES PERSONNES

Lorsqu'une personne souhaite exercer un des droits dont elle dispose en vertu du RGPD, le sous-traitant répond au nom et pour le compte du responsable de traitement pour les données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat et en avertit le responsable des données du responsable du traitement à l'adresse suivante :

- florence.burin@uniha.org pour le CHU de Lille et le GCS UniHA
- Le DPO de l'établissement bénéficiaire pour ce dernier

5.7.6 VIOLATION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le sous-traitant notifie sous 36 heures calendaires maximum au responsable de traitement toute violation des données à caractère personnel dont il a eu connaissance.

5.7.7 FIN DU CONTRAT

Au terme du présent contrat, le sous-traitant s'engage, sous réserve des obligations de conservation de certains documents résultant de réglementations distinctes, à détruire toutes les données à caractère personnel. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données ou du renvoi des données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement. Il détruit toute copie. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données.

5.7.8 CLAUSE DE REEXAMEN

Le présent dispositif est susceptible de faire l'objet de modification, le cas échéant de façon unilatérale de la part du pouvoir adjudicateur, pour tenir compte d'éventuelles clauses contractuelles types au sens de l'article 28.8 du RGPD ou pour tenir compte d'éventuelles évolutions de la réglementation.

Chapitre 2 - Prix et règlements

6. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

6.1 FORME DES PRIX

Chaque marché spécifique est conclu à prix unitaires nets HT.

Les prix initiaux figurant au bordereau de prix unitaire (BPU) ou dans l'offre de prix sont établis à la date de remise des offres de chaque marché spécifique.

Les prix unitaires de l'offre sont appliqués aux quantités réellement commandées déduites des remises indiquées dans l'offre du titulaire.

La forme des prix (fermes ou révisibles) et, le cas échéant, la formule de révision, sont déterminées par chaque marché spécifique. Qu'une formule de révision soit prévue ou non par le marché spécifique, la révision de prix prévue à l'article 7.1 s'applique.

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de la livraison des fournitures sauf dispositions réglementaires contraires.

Les taxes réglementaires, autres que la TVA, doivent être intégrées au prix unitaire HT. Aucune taxe réglementaire ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire en cours d'exécution du contrat. Cela s'appliquera également en cas d'application d'une nouvelle taxe, sauf disposition réglementaire ou législative contraire.

Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés spécifiques est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale

6.2 CONTENU DES PRIX

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations. Ils comprennent également notamment les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance ainsi que les frais de

transport sauf si des frais de transport particuliers ont été définis dans le marché spécifique en annexe 5 au Cahier des Clauses Administratives Particulières Valant Acte d'Engagement (CCPVAE) "Prestations fournisseurs et remises".

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Pour les DROM-COM, les prix sont proposés par le titulaire en FCA (Free Carrier).

7. MODIFICATION DES PRIX

Ces modifications de prix s'appliquent sans qu'il ne soit nécessaire de conclure un avenant. Elles sont constatées par un accord écrit du CHU de Lille.

7.1 HYPOTHESE DE REVISIONS DES PRIX JUSTIFIEES PAR LA REGLEMENTATION APPLICABLE AUX MEDICAMENTS

Les prix du marché sont réglementairement ou conventionnellement modifiés à tout moment à la baisse :

- en cas de modification des prix des médicaments rétrocédables (article L.5126-4 du Code de la Santé Publique) ou inscrits à la liste des médicaments ou dispositifs médicaux pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation, l'offre de l'opérateur économique sera révisée à la baisse.
Le prix applicable sera le prix de cession ou tarif de responsabilité, au Journal Officiel en vigueur à la date d'émission de la commande.
- en cas de variation des prix fixés par convention conclue entre le CEPS et les entreprises exploitant des médicaments, le prix applicable sera le prix fabricant hors taxe publié (PFHT), sauf avis contraire du titulaire notifié au plus tard le jour de publication du nouveau prix au journal officiel et dans la limite du prix pharmacien hors taxe.

Cette baisse s'applique à la date de parution au Journal Officiel sauf information contraire figurant sur le Journal Officiel. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur par voie dématérialisée, au plus tard le jour de parution de l'avis au JO, ses nouveaux prix. Il transmet à cet effet :

- L'avis du JO relatif aux prix CEPS ;
- Le nouveau prix

Si le Titulaire omet d'informer le CHU de Lille d'une diminution du tarif CEPS, le Titulaire est tenu de procéder à un rattrapage de la baisse de prix et cela depuis la date d'application officielle de cette baisse.

Remboursement de l'écart entre le prix d'achat et le prix de cession ou tarif de responsabilité lors de la publication du prix fixé par le CEPS :

Le titulaire s'engage à rembourser (avoir ou titre de recettes), à chaque établissement adhérent qui en fait la demande, l'écart de la valeur du stock entre le prix marché et le nouveau prix CEPS publié au JO, pour tous les produits en stock à la date de publication au JO. La demande du pharmacien de la PUI doit se faire dans un délai de 6 mois suivant la publication du nouveau prix CEPS au JO.

Ce remboursement se fait sur la base de la déclaration sur l'honneur du pharmacien de la PUI de l'établissement adhérent.

En cas d'augmentation du prix publié au JO, l'offre de l'opérateur économique, révisions comprises, restera le prix de référence.

7.2 REMISES APPLICABLES

7.2.1 OFFRES PROMOTIONNELLES

En cours d'exécution du marché spécifique, les prix peuvent évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place à l'initiative du titulaire.

Le titulaire doit adresser dans les meilleurs délais, par écrit au CHU de Lille, le tarif promotionnel. Il précise la durée de validité de la promotion et la désignation précise des références concernées.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion et se substituent automatiquement aux prix contractuels pendant la période définie.

Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché sont ceux à nouveau en vigueur.

7.2.2 REMISE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES

L'application du ou des taux de remise prévu(s), le cas échéant, dans le marché spécifique, s'effectue à l'expiration de chaque période d'exécution de 12 mois du marché spécifique. La durée de chaque période est entendue sur 12 mois glissants, c'est-à-dire qu'une même période de 12 mois peut s'étaler sur deux années civiles distinctes.

Dans le cas où le marché spécifique s'achève avant l'expiration de la période en cours, et quel qu'en soit le motif, les stipulations de la présente clause demeurent pleinement applicables, le calcul du chiffre d'affaires réalisé s'effectuant alors sur une période allant du lendemain du jour d'achèvement de la période précédente au jour d'achèvement du marché spécifique.

Le calcul du chiffre d'affaires sur la période considérée intègre le montant HT, après application de la clause de variation des prix le cas échéant, de l'ensemble des produits et prestations prévues au marché spécifique pour lesquelles un bon de commande a été transmis au Titulaire au plus tard au jour d'achèvement de la période considérée, pour chaque adhérent qui en bénéficie. Dans le cas où plusieurs lots ont été notifiés au Titulaire, le montant du chiffre d'affaires à prendre en compte est celui qui résulte de l'addition des montants ainsi obtenus pour chacun des lots.

Le chiffre d'affaires arrêté dans ces conditions permet d'identifier le taux de remise applicable. Ce taux est ensuite appliqué au chiffre d'affaires arrêté dans les conditions du présent article. Le montant de la remise ainsi calculée est alors transmis à l'adhérent concerné, par tout moyen écrit y compris dématérialisé permettant d'attester une date certaine, dans un délai maximal de 3 mois à compter du jour d'achèvement de chaque période, dans un état qui fait clairement apparaître pour la période en cause :

- Le numéro du marché spécifique et la période prise en considération,
- Le montant des commandes conclu par l'établissement adhérent, le taux de remise applicable en conséquence et le montant de la remise ainsi obtenue.

L'établissement adhérent dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception de cet état pour le valider. A l'issue de ce délai, dans le silence de l'établissement adhérent, il est réputé tacitement validé.

A défaut de communication de cet état par le Titulaire dans le délai de trois mois susvisé, l'établissement adhérent arrête lui-même un état présentant les mêmes informations, qu'il soumet au Titulaire. Ce dernier dispose à son tour d'un délai d'un mois pour le valider. S'il le conteste, il produit à l'établissement un état rectificatif présentant les mêmes informations, en produisant à son appui tout document à même de justifier des écarts rectifiés. A défaut, ou dans son silence, l'état initialement présenté par l'établissement adhérent est réputé tacitement validé.

Sur la base de l'état ainsi validé, chaque établissement adhérent gère directement avec le Titulaire les modalités de versement de cette remise, laquelle ne peut être versée que sous l'une ou l'autre des formes suivantes :

- Avoir,
- Titre de recette,
- Fourniture gracieuse de l'une ou l'autre des références objet du marché spécifique. L'attention du Titulaire est à ce titre attirée sur le fait que le versement de la remise dont bénéficie un établissement sous forme de produits, de prestations ou d'avantages non expressément prévus au marché spécifique, c'est-à-dire non référencés au bordereau des prix unitaires dudit marché, est strictement interdit,
- Fourniture de produits innovants en lien avec l'objet du marché spécifique initial, à l'exclusion de toute proposition d'équipement, de solution informatique, ou de prestation de service, et à la

condition que ces produits ne fassent pas déjà l'objet d'une concurrence à caractéristiques équivalentes.

Le choix de l'une ou l'autre de ces formes relève de la responsabilité de chaque Centre Hospitalier.

7.2.3 REMISES EN UNITES GRATUITES

Le Titulaire applique, tout au long de l'exécution du marché spécifique, les remises en unité gratuites prévues, le cas échéant, par ce dernier.

Ces remises sont appliquées par le Titulaire selon l'exemple ci-dessous :

- Prix unitaire : 1,00 € HT
- Remise de 10% en unités gratuites
- Prix facturé : 1,00 € HT
- Prix de revient : 0,90 € HT

Cela signifie que pour 1000 unités commandées :

- 1000 unités sont livrées,
- 900 unités sont facturées à 1,00 € HT
- 100 unités sont facturées à 0,00 € HT.

7.2.4 AUTRES REMISES

Le Titulaire s'engage à appliquer à chaque établissement bénéficiaire les remises proposées dans son offre de marché spécifique et notamment :

- en cas de commandes via E.D.I (Echange de Données Informatisés) ;
- en cas de regroupement de commandes ;
- en fonction du montant de la commande (« panier moyen ») ;
- en fonction du respect des conditionnements fournisseurs ;

Le Titulaire s'engage également à respecter les taux d'escompte précisés dans son offre en cas de réduction du délai de paiement.

8. AVANCES

Une avance pourra être accordée dans les conditions prévues à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire à l'acte d'engagement du marché spécifique.

Il ne sera accordé aucune avance supplémentaire.

Paiement de l'avance

Le versement d'une avance sera effectué si le montant minimum du bon de commande est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise, le montant de l'avance sera de 10% de la somme égale à 12 fois le montant de la commande, toutes taxes comprises, divisé par la durée d'exécution du bon de commande exprimée en mois.

Lorsque le titulaire n'est pas une petite ou moyenne entreprise, le montant de l'avance sera de 5%.

L'avance sera payée dans un délai maximum de 50 jours à partir de la date de notification du bon de commande.

Remboursement de l'avance

L'avance faisant l'objet d'un paiement unique, celle-ci sera récupérée en une seule fois.

Dans le cas d'une reconduction, la même procédure sera adoptée pour le versement et le remboursement de l'avance.

Les établissements bénéficiaires pourront faire le choix de modifier les présentes dispositions dans un sens favorable au titulaire. Cette modification sera actée par voie d'avenant opposable entre le membre bénéficiaire et le titulaire du marché.

L'établissement s'engage à en informer UniHA en lui transmettant l'avenant.

9. MODALITES DE REGLEMENTS

9.1 DELAIS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement est fixé à 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'admission des produits, à compter de la date d'admission.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différends sur les sommes dues au titulaire. Dans ce cas, cette suspension fera l'objet d'une notification au titulaire. Cette notification devra préciser les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

Le délai de paiement peut être suspendu par le comptable assignataire, dans le cas où une notification ou une signification d'une cession ou d'un nantissement a été faite au comptable et où celui-ci ne dispose pas de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité du marché public en même temps que de l'ordonnance ou du mandat et des autres pièces justificatives, selon les modalités décrites ci-dessus. Le solde du délai global court à dater de la réception de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité par le comptable.

Il en va de même s'agissant du nantissement intervenu après le jugement d'ouverture de la procédure collective, qui ne peut être exécuté sans l'accord de l'administrateur judiciaire. Le courrier par lequel le comptable sollicite cet accord suspend le délai global de paiement et indique à l'administrateur le délai dans lequel il doit faire connaître sa réponse.

Le solde du délai global reprend à réception de la réponse de l'administrateur ou, à défaut, à l'expiration du délai prévu dans ce courrier.


Le paiement du contrat s'effectue grâce aux crédits inscrit à l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) de chaque établissement bénéficiaire.

Les modalités de règlement seront prises en accord avec le titulaire.

9.2 FACTURES


Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

1/ Facture électronique :

-  Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

2/ Dépôt de la facture électronique :

-  La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro »).

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique
- Le code d'identification du service en charge du paiement
- La date de livraison des fournitures
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par l'adhérent.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

Dans certains cas et en fonction de l'état d'avancement de la réflexion de chaque adhérent, celui-ci pourra demander une facturation sous une autre forme (ex : facturation mensuelle).

Toute facture correspondant à une livraison directe dans un service de soins sans accord préalable du ou des pharmacien(s) responsable(s) des approvisionnements, et ce quel qu'en soit le motif, sera rejetée.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence de pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au titulaire et le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception d'une facture correctement établie et communication des pièces manquantes.

Chapitre 3 - Exécution

10. MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES

10.1 PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES

Les marchés spécifiques seront lancés par le CHU de Lille pour le compte du GCS UniHA et ses établissements bénéficiaires.

Tous les candidats admis dans la catégorie du SAD concernée par le marché spécifique, et seuls ces candidats, sont invités à présenter une offre au marché spécifique dans un délai minimal de 10 jours calendaires à compter de l'envoi de la lettre de consultation via la plateforme PLACE.

Pendant toute la durée du SAD, les candidats admis sont invités à répondre, pour les catégories qui les concernent, autant que possible aux marchés spécifiques lancés par le CHU de Lille

Les candidats ne sont pas dans l'obligation de remettre une offre : dans ce cas, ils informeront le CHU de Lille du motif de leur non-réponse.

La consultation se déroule uniquement par voie électronique, via la plateforme PLACE.

Une fois notifié auprès du titulaire, le marché spécifique pourra être mis à disposition des membres du GCS UniHA identifiés dans celui-ci, dans les conditions fixées au présent CCAP, et le titulaire exécutera ses prestations directement auprès de ces derniers.

10.2 OBJET DU MARCHE SPECIFIQUE

Le marché spécifique a pour objet de définir précisément les fournitures objet du marché et les conditions d'exécution qui n'auraient pas été fixées dans le dossier de consultation du système d'acquisition dynamique, sans qu'il ne puisse toutefois déroger à ce dernier.

Il a notamment pour objet de préciser :

- Le ou les bénéficiaire(s) concerné(s) et, par conséquent, le périmètre géographique de livraison,
- Les catégories concernées : le marché spécifique précisera les produits retenus dans la catégorie concernée,
- Les fournitures visées en termes :
 - Qualitatifs : description technique des fournitures objet du marché spécifique par catégorie
 - Quantitatifs : quantités estimatives avec ou sans minimum et avec maximum

Les termes du marché spécifique ne pourront pas être en contradiction avec les termes du présent CCAP.

10.3 FORME DES MARCHES SPECIFIQUES

Les « marché spécifiques » sont entendus comme des « marché spécifiques passés sur le fondement du SAD » conformément aux articles R.2162-37 à 51 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions des articles R.2162-37 et suivants du Code de la commande publique, les parties ne pourront apporter des modifications substantielles aux termes fixées dans le SAD lors de la passation des marchés fondés sur cet accord.

Les marchés spécifiques prennent la forme d'accords-cadres multi-attributaires (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres) à bons de commande, avec minimum le cas échéant et avec un maximum exprimé en % des quantités estimatives fixées à chaque marché spécifique, en application de l'article R.2162-42 du Code de la commande publique. La quantité estimative comme la quantité maximum peuvent toutefois, en tant que de besoin, être exprimées en €.

Ces accords-cadres sont régis par les articles R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique.

10.3.1 COMMANDE DE FOURNITURES

Les livraisons ne pourront intervenir qu'après notification des bons de commandes signés par le pharmacien gérant de l'établissement bénéficiaire ou les pharmaciens ayant reçu délégation de signature. Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- la quantité à livrer,
- la désignation de la fourniture
- Le numéro de référence du produit
- la date de livraison souhaitée,
- l'adresse et le lieu de livraison,
- le montant TTC du bon de commande,
- la référence de l'accord-cadre,
- le numéro de la commande,
- le prix net unitaire HT.

Le titulaire du marché spécifique devra exécuter l'ensemble des prestations qui lui seront commandées par chaque établissement bénéficiaire. Il devra informer systématiquement l'établissement coordonnateur et l'ensemble des établissements bénéficiaires en cas de difficulté de fourniture, même si celle-ci ne concerne qu'un établissement.

10.3.2 HORAIRES, LIEUX ET CONDITIONS DE LIVRAISON

Les caractéristiques liées à la livraison sont propres à chaque établissement bénéficiaire et seront listées pour chaque établissement bénéficiaire positionnés sur le marché spécifique.

Le titulaire, ou toute personne mandatée par lui pour les besoins de l'exécution des prestations, devra respecter les modalités d'accès et de sécurité propres à chaque établissement.

Le déchargement de la marchandise sera réalisé par le transporteur sous la responsabilité du titulaire. En effet, le titulaire est responsable du transporteur qu'il aura choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination de l'établissement bénéficiaire.

10.3.3. DELAI DE LIVRAISON

Le délai de livraison maximum pour toute commande non spécifiée urgente est de 5 jours à partir de la date d'envoi de la commande au fournisseur, hors conditions particulières précisées au Chapitre 7 du présent CCAP pour les établissements bénéficiaires situés en Outre-Mer. Le point de départ du délai d'exécution est celui de la date de notification du bon de commande.

En cas d'inachèvement des prestations à la date limite de validité du marché, le délai d'exécution des prestations expire à la date limite de validité du marché, à l'exception des bons de commande émis pendant la validité du marché.

10.3.4. DESADV

Il est souhaité la mise à disposition du DESADV (despatch advice – avis d'expédition) en anticipation de la livraison avec le numéro de lot et la péremption.

Dans l'hypothèse de la mise en œuvre des codes agrégés ou consolidés, les modalités de livraison devront être conformes aux dispositions du CCTP.

10.3.5. BORDEREAU DE LIVRAISON

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison indiquant :

- le nom du titulaire,
- la date de livraison,
- l'objet de la livraison (sur chaque colis, avec la quantité),
- la quantité à livrer, la quantité livrée par référence,

- la référence du bon de commande,
- le lieu de livraison,
- le numéro de lot ou de série, si possible,
- le nombre de colis et le poids de chacun d'eux.

Le bordereau de livraison en format papier pourra être substitué par un bordereau de livraison dématérialisé uniquement après accord du pharmacien gérant de la PUI, de l'approvisionnement ou des pharmaciens ayant reçu délégation de signature.

Auquel cas, il pourrait être transmis par mail aux personnes concernées.

10.4 DUREE DES MARCHES SPECIFIQUES

La durée du contrat sera précisée à l'occasion de chaque marché spécifique et selon la classification des produits évoquée à l'article 2.3 du présent CCAP.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité du marché spécifique.

Aucun marché spécifique ne pourra être conclu après le terme du système d'acquisition dynamique. Un marché spécifique peut toutefois s'achever postérieurement au terme du système, sous réserve que ce dépassement demeure raisonnable et ne méconnaisse pas l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

10.5 PIECES DU MARCHE SPECIFIQUE

Les pièces du marché spécifique définies ci-après s'ajoutent au socle contractuel du SAD.

10.5.1 DOCUMENTS DE CONSULTATION POUR MARCHES SPECIFIQUES

Pour la passation de chaque marché spécifique, le(s) candidat(s) au SAD seront invités simultanément à remettre une offre sur la base des documents de consultation pour chacune des catégories qui les concerne.

Ces documents comprendront au minimum :

- La lettre de consultation mentionnant, entre autres, les date et heure limites, les modalités et adresse de remise des offres.
- Les documents propres à la consultation, à savoir :

- Le cahier des clauses particulières valant acte d'engagement (CCPVAE) comprenant le descriptif technique des fournitures ainsi que les conditions générales et / ou spécifiques des règles administratives (forme des prix et modalités de révision le cas échéant, durée du marché spécifique, pénalités, etc.), et ses annexes :
 - 1. Bordereau de prix unitaire (présenté au format .cmp dans le DCE),
 - 2. Catalogue des besoins,
 - 3. Quantification,
 - 4. Conditions particulières de livraison,
 - 5. Le questionnaire propre au marché spécifique « prestations fournisseur ».

10.5.2 DOSSIER A REMETTRE ET CONTENU DE L'OFFRE

Les candidats admis au SAD pourront présenter, pour chaque marché spécifique, une offre technique ainsi qu'une offre de prix la plus avantageuse possible pour chacune des fournitures concernées.

Les offres déposées, dans le cadre des marchés spécifiques, devront être conformes aux stipulations du SAD et aux documents propres au marché spécifique.

Les candidats remettront, au minimum :

- Le bordereau de prix dûment complété, au format .cry
- Les réponses au questionnaire « prestations fournisseur » du marché spécifique, le cas échéant,
- Tout autre document susceptible de démontrer la qualité des prestations attendues, tel qu'il est demandé dans le dossier de consultation du marché spécifique :
 - Mémoire technique
 - Fiche technique
 - Fiche de données de sécurité
- Le plan de palettisation, dûment complétée, sans que son absence n'entraîne toutefois l'irrégularité de l'offre. Le candidat indiquera ainsi les caractéristiques logistiques complètes du produit livré :
 - modes de conditionnement et d'emballage pour les produits proposés,
 - nombre d'unités auquel ils correspondent (exemple : 1 palette = x cartons = y boîtes = z unités),
 - dimensions et poids de chacune des unités logistiques livrées : unité, boîte, carton, palette.
- La description de l'organisation mise en œuvre lorsqu'il décide d'un retrait volontaire de produits, sans que son absence n'entraîne toutefois l'irrégularité de l'offre. Le candidat indiquera ainsi notamment les modalités d'information et de diffusion dans les établissements, de reprise des produits, d'approvisionnement en produits de substitution.
- Les spécimens et/ou iconographies prévus dans le marché spécifique le cas échéant : le candidat joint dans sa proposition le ou les spécimens demandés à l'appui le cas échéant des iconographies également exigées, dans les conditions suivantes :

- **Iconographies** : Elles sont adressées au coordonnateur, et sont obligatoirement remises dans les mêmes délais que l'offre, au format dématérialisé au sein du pli électronique déposé sur PLACE. Les photos/iconographies permettent l'analyse de la présentation du produit et de son étiquetage dans les mêmes conditions que s'il s'agissait d'un spécimen. Le candidat doit transmettre des photos des conditionnements primaires et secondaires tels que définis dans le CCTP. Il pourra également fournir la notice associée au conditionnement secondaire. L'ensemble des documents transmis devront être fidèles au produit ainsi il sera préféré des représentations en couleur.
- **Spécimens** : Les spécimens sont adressés au coordonnateur, et sont obligatoirement remis dans les mêmes délais que l'offre. Ils font partie intégrante de l'offre. Le nombre de spécimens demandé par référence sera précisé dans le marché spécifique. Les spécimens envoyés doivent permettre l'analyse technique des fournitures pour lesquelles le candidat soumissionne, notamment la présentation des produits et la qualité du conditionnement primaire et secondaire. Le colis contenant les spécimens doit indiquer l'intitulé de la consultation. Les spécimens doivent être réceptionnés à l'adresse ci-dessous, avant la date et heure limites de réception des offres :

Etablissement	Numéros de lot	Adresse de livraison des spécimens
CHU Lille	Tous les lots	CHU de Lille Pharmacie Centrale – Quai A Magasin Dispositifs médicaux Rue Philippe Marache 59037 LILLE CEDEX Tel : 03 20 44 60 11

Chaque spécimen doit porter une étiquette inamovible indiquant le numéro de lot auquel il se rattache, le nom du candidat et la référence de la consultation.

Les spécimens peuvent être fournis non stériles.

Le CCPVAE complété, et signé, pourra être remis uniquement au stade de l'attribution du marché spécifique, sauf mention contraire du marché spécifique.

10.5.3 ECHANTILLONS

Les échantillons sont destinés aux tests réalisés par les utilisateurs dans les établissements membres ou non du groupe collaborateur dans le cadre de l'évaluation des offres. Ils sont fournis stériles, le cas échéant.

Pour les produits nécessitant la mise en place de tests, le coordonnateur adressera une demande écrite au candidat précisant les références des articles demandés, les quantités nécessaires, les coordonnées du ou des établissement(s) testeurs et la date limite de livraison. Le candidat s'engage à respecter les conditions mentionnées dans cette demande.

Les articles fournis comme échantillon ne sont ni repris, ni facturés par le candidat.

10.6 OBLIGATIONS SPECIFIQUES LIEES AU PRIX

Les prix seront exprimés exclusivement en euros HT et conformément aux dispositions du chapitre 2 du présent CCAP.

10.7 MODALITES DE REMISE DES OFFRES

Il n'est pas attendu d'offres au stade des candidatures.

Les offres seront remises au stade des marchés spécifiques selon les modalités précisées dans une lettre de consultation

Les modalités de remise des offres sont exclusivement électroniques et telles qu'indiquées par le CHU de Lille dans les documents de consultation du SAD et du marché spécifique.

10.8 EVALUATION DES OFFRES DES MARCHES SPECIFIQUES

Les critères de sélection des offres et leur pondération pour chaque catégorie seront basés sur le tableau suivant et précisés dans chaque marché spécifique :

Intitulé du critère	Pondération
Qualité technique et prestation du fournisseur	30 à 70 points
Prix	30 à 70 points

Le total de la pondération de tous les critères sera de 100 points.

L'offre la mieux classée au regard de ces critères sera retenue. La lettre de consultation précisera les pondérations et éventuels sous-critères applicables, et indiquera le cas échéant les conditions particulières d'attribution du marché spécifique.

10.9 NOTIFICATION

Le CHU de Lille procédera à la notification du marché spécifique au titulaire via la plateforme PLACE.

11. REEXAMEN DES PRODUITS PROPOSES

Chaque fois qu'il est amené à proposer au Centre Hospitalier un nouveau produit, et qu'elle qu'en soit la raison, le Titulaire produit au Centre Hospitalier toute la documentation (fiches techniques, brochures, notices, iconographies, documentation scientifique, etc.) ainsi que, sur simple demande de ce dernier, les spécimens ou échantillons nécessaire(s) à son analyse.

Les clauses de réexamen suivantes s'appliquent aux marchés spécifiques conclus sur la base du présent système d'acquisition dynamique.

11.1 CHANGEMENT DE REFERENCE, D'ETIQUETAGE OU DE CONDITIONNEMENT

Le Titulaire respecte tout au long du marché spécifique les références, marques, étiquetages et conditionnement des produits qui en font l'objet, tels que présentés à l'appui de son offre et acceptés lors de la notification du marché spécifique.

Le Titulaire peut toutefois proposer des modifications de l'une ou l'autre de ces spécifications, à condition qu'elles n'entraînent pas de dégradation de la qualité du produit, et qu'elles soient proposées à un prix égal ou inférieur au produit présentant les spécifications d'origine. L'accord du CHU de Lille ou du représentant habilité du GCS UniHA est constaté par écrit.

En cas de refus, le Centre Hospitalier informe le Titulaire, par écrit, des raisons ayant motivé cette décision. Le Titulaire demeure alors engagé sur la fourniture, dans les conditions prévues à l'accord-cadre, du produit considéré dans les conditions initialement prévues.

11.2 EVOLUTION TECHNIQUE OU TECHNOLOGIQUE

En cas d'évolution technique ou technologique survenant en cours d'exécution du présent accord-cadre le Titulaire peut, après accord du CHU de Lille, modifier ou remplacer les prestations faisant l'objet du marché spécifique, par des prestations jugées plus performantes ou plus adaptées au besoin. Le Titulaire produit pour cela au CHU de Lille un écrit, stipulant que la nouvelle technique ou technologie :

- Se substitue totalement ou partiellement à l'ancienne,
- A un prix égal ou inférieur au prix fixé à l'accord-cadre pour la technique ou technologie antérieure. Le Centre Hospitalier n'est pas tenu d'accepter cette substitution.

En cas d'acceptation, l'accord du CHU de Lille ou du représentant habilité du GCS UniHA est constaté par écrit.

11.3 - COMPLEMENT DE GAMME

Le Titulaire peut proposer de compléter la ou les gammes de produits retenus au marché spécifique, afin de garantir la parfaite adéquation de celle-ci au besoin du Centre Hospitalier, sous-réserve que les compléments ainsi proposés s'inscrivent dans la continuité de l'une ou l'autre des gammes retenues en annexe 2 à l'acte d'engagement, à un prix unitaire égal ou inférieur aux produits de même nature dont ils constituent le complément.

Le CHU de Lille n'est pas tenu d'accepter ce complément de gamme. En cas d'acceptation, l'accord du CHU de Lille ou du représentant habilité du GCS UniHA est constaté par écrit.

12.GESTION DES RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT

12.1 OBLIGATION D'INFORMATION

En cas de rupture d'approvisionnement du produit objet du marché spécifique, et quelle qu'en soit la cause (arrêt de commercialisation, fabrication, distribution, rupture de stocks, évolution de la réglementation, contingentement), le titulaire en informe par écrit le CHU de Lille, au(x) point(s) de contact(s) habituel(s) du Titulaire pour le suivi d'exécution du marché, sans délai.

Cette information doit comprendre, à minima :

- Les motifs de la rupture d'approvisionnement ;
- La durée prévisionnelle de rupture.

Le CHU de Lille apprécie les motifs présentés par le titulaire pour décider de la poursuite ou non de l'exécution du marché spécifique.

12.2 RUPTURE CONSECUTIVE A UNE EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION OU A UNE DECISION D'UNE AUTORITE ADMINISTRATIVE ET SANITAIRE ET NON IMPUTABLE AU TITULAIRE

12.2.1 PRODUIT DE SUBSTITUTION

Le CHU de Lille accepte la présentation d'un produit de substitution pour palier à cette rupture, à la condition que cette rupture relève d'un évènement extérieur au marché que le titulaire ne pouvait raisonnablement pas prévoir au moment du dépôt de son offre.

Le titulaire propose alors un produit de substitution, accompagné de la fiche technique du produit. Le produit de substitution doit respecter les mêmes caractéristiques techniques que les produits retenus initialement au marché. Le prix du produit de remplacement palliant la rupture d'approvisionnement ne pourra être supérieur au prix du produit initialement retenu.

Toute opération de substitution de produit doit impérativement recueillir l'accord préalable du CHU de Lille coordonnateur ou de l'adhérent concerné, le cas échéant. Cet accord préalable, daté et signé par l'établissement coordonnateur sera matérialisé par la signature de l'offre de substitution de produit, retournée au titulaire. En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir d'un simple accord oral pour la livraison de produits de substitution.

En cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable du CHU de Lille, le produit sera rejeté et sera repris aux frais du titulaire, sans que les dispositions relatives aux opérations de vérification prévues au chapitre 5 ne s'appliquent.

12.2.2 RESILIATION

Dans l'hypothèse où aucun produit de substitution ne peut être proposé par le titulaire ou accepté par l'établissement coordonnateur, le marché spécifique peut être résilié pour motif d'intérêt général.

12.3 RUPTURE IMPUTABLE AU TITULAIRE

Les stipulations du présent article s'appliquent, le cas échéant, dans le respect des mesures particulières prévues pour chaque classe au sein de chaque marché spécifique.

12.3.1 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas de durée prévisionnelle de rupture inférieure à 6 mois imputable au titulaire, l'établissement coordonnateur peut refuser tout produit de substitution, y compris répondant aux critères définis à l'article 11.2.1, et chaque établissement bénéficiaire peut alors exécuter le marché aux frais et risques du titulaire.

Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

En cas de carence entre la date d'émission du bon de commande et la reprise des livraisons par un tiers, chaque établissement adhérent est en droit d'appliquer les pénalités de retard prévues au présent CCAP.

12.3.2 RESILIATION

Dans l'hypothèse où la rupture est d'une durée supérieure à 6 mois, ou dans l'hypothèse où la rupture initialement réputée inférieure à 6 mois excède finalement une durée de 6 mois l'établissement coordonnateur peut résilier le marché spécifique pour faute du Titulaire, aux frais et risques du titulaire défaillant le cas échéant, après mise en demeure préalable d'un mois restée infructueuse.

La période ainsi couverte par l'exécution aux frais et risques du marché résilié s'achève à la date de notification d'un nouveau marché spécifique, ou à défaut d'un nouveau marché passé dans les règles du Code de la commande publique. Elle ne peut excéder 6 mois, à compter de la date de résiliation du marché.

13. CLAUSES DE REEXAMEN RELATIVES A LA MODIFICATION DES CONDITIONS DU MARCHE SPECIFIQUE EN COURS D'EXECUTION

En application des dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, des modifications au marché spécifique sont susceptibles d'être apportées dans les hypothèses ci-dessous.

13.1 CHANGEMENT DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Les fonctions de CHU de Lille en tant que coordonnateur du présent SAD, telles que rappelées au présent CCAP, pourront, en cours d'exécution du SAD, être transférées à un nouvel établissement, sur mandat de l'Assemblée générale de UniHA et dans le respect de la convention constitutive du GCS UniHA.

Le titulaire en sera informé par courrier dûment notifié, sans qu'il ne puisse s'y opposer.

Le présent SAD et les marchés spécifiques seront poursuivis avec le nouvel établissement coordonnateur sans que cela puisse donner lieu à un renchérissement ou un alourdissement quelconque des obligations du Titulaire ou à une atteinte aux droits qui sont les siens au titre du présent marché.

13.2 CESSION DU MARCHE

Conformément à l'article R.2194-6 du Code de la Commande publique, le titulaire du marché spécifique initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau titulaire. Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- les justificatifs prouvant que le cessionnaire est satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- un Extrait K-BIS qui précise la forme, la dénomination sociale, l'adresse du siège social et l'identité des mandataires sociaux du cessionnaire ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

L'établissement coordonnateur se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans tous les cas, le nouveau titulaire désigné respectera l'ensemble des engagements contractuels du titulaire initial, sans réserve aucune.

En cas d'agrément, la cession est constatée par avenant.

Chapitre 4 – Constatations de l'exécution des prestations

14. OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées par chaque établissement bénéficiaire et pour chaque bon de commande, dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples ou approfondies ont pour but de constater que les prestations exécutées ou produits livrés présentent les caractéristiques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées par le cahier des charges et l'offre technique du titulaire.

Elles sont effectuées dans les locaux de l'établissement bénéficiaire par les agents désignés à cet effet.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, l'établissement bénéficiaire n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec l'établissement pour connaître les jours et heures fixés pour les vérifications afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

15. VERIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES SIMPLES

Ces opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG. Elles consistent, d'une part, à vérifier la conformité entre la quantité définie sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée et, d'autre part, à vérifier la conformité des références listées sur le bon de commande et les références livrées.

Toutefois et par dérogation à cet article 28.1 du CCAG FCS, ces vérifications sont effectuées dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la livraison des fournitures.

Les marchés spécifiques peuvent prévoir des dispositions particulières concernant les opérations de vérifications quantitatives.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, l'établissement bénéficiaire peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira. En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande écrite de l'établissement bénéficiaire qui toutefois peut accepter les fournitures avec réfaction de prix.

Par dérogation à l'article 28.1 du chapitre V du CCAGFCS, en cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, le produit est systématiquement rejeté sans condition de délai.

16. VERIFICATIONS QUALITATIVES APPROFONDIES

Lorsqu'elles sont nécessaires, es vérifications qualitatives approfondies, par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, sont effectuées dans le délai maximum de 30 jours calendaires.

Elles consistent à vérifier la conformité technique des produits notamment la qualité du produit qui peut être effectuée en laboratoire, le conditionnement et l'étiquetage du produit, sa durée de validité, etc.

La décision de procéder à des vérifications qualitatives approfondies relève de la seule compétence de l'adhérent.

17. DECISION

Chaque adhérent présente sa décision d'admission, d'ajournement, de rejet ou de refaction dans les conditions du CCAG-FCS, dans le délai prévu pour la réalisation des opérations de vérification qualitatives et quantitatives.

A défaut et par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'admission est réputée acquise à l'issue d'un délai de 30 jours calendaires.

18. CLAUSE DE REPRISE

Les reprises de stocks sur demande de l'établissement bénéficiaire sont à la charge de ce dernier lorsqu'elle ne fait pas suite à un défaut de conformité du produit.

En cas de retour pour défaut de conformité du produit lié à son étiquetage, à son adressage, sa durée de validité, à un évènement lié à la pharmacovigilance, à un retrait de lot ou tout autre évènement lié exclusivement aux produits, pour résiliation, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du titulaire du marché spécifique.

Si la reprise de stock pour défaut de conformité du produit nécessite la livraison d'un nouveau stock, cette opération est à la charge totale du titulaire de l'accord-cadre.

Si les produits sont destinés à la destruction, le titulaire du contrat pourra organiser cette destruction directement sur un site homologué local, à condition d'en assurer les frais de destruction et de transport.

Reprise des médicaments rétrocédables : si un médicament inscrit sur la liste des médicaments rétrocédables passe sur la liste des médicaments remboursables, en cours de contrat, avec un circuit exclusif de dispensation en pharmacie de ville ; les stocks de la PUI à la date de parution de l'arrêté d'inscription du médicament sur la liste des médicaments remboursables sont, à la demande de la PUI, repris par le titulaire, y compris pour les produits de la chaîne du froid.

Un avoir/titre de recette correspondant aux stocks repris sera émis par le titulaire/l'établissement bénéficiaire dans le délai d'un mois à compter de son émission.

19. ADMISSION ET TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

Le transfert de propriété du titulaire vers chaque établissement bénéficiaire est réalisé par l'admission des produits livrés, prononcée dans les conditions du présent CCAP, sous réserve des vices cachés.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de 15 jours ouvrés à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

20. GARANTIE DES FOURNITURES

Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication, défaut de matière ou défaut de fonctionnement pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine à compter du jour de la réception.

Ce délai de garantie ne pourra être inférieur à celui fixé, le cas échéant, au CCTP du SAD où dans chaque marché spécifique.

Ces garanties sont applicables dans les mêmes conditions aux fournitures de substitution ou de remplacement.

21. PRODUITS SOUMIS À LA CHAÎNE DU FROID

Produits à conserver entre 2°C et 8°C et produits congelés

Les produits doivent être livrés dans des colis ne contenant que des produits ayant les mêmes modalités de conservation et portant de manière évidente une étiquette signalétique spécifique des produits froids.

L'étiquetage des produits à conserver entre 2°C et 8°C doit être différencié de celui des produits congelés ; il doit dans les deux cas être rédigé en langue française.

Les moyens et les conditions de transport choisis doivent permettre d'assurer la conservation des conditions de température jusqu'à la livraison au lieu de réception.

La préparation des commandes et l'expédition des produits à conserver entre 2°C et 8°C doit respecter les recommandations du Conseil de l'Ordre des Pharmaciens relatives aux bonnes pratiques de gestion des produits de santé soumis à la chaîne du froid (version mai 2006), notamment :

- le fournisseur doit apporter le justificatif que le couple temps/température a été maintenu dans les limites prescrites jusqu'à la réception,
- le type de transport utilisé (transport à température dirigée et contrôlée ou transport à température non maîtrisée nécessitant l'emploi de dispositifs isothermes validés) doit être précisé.

Chapitre 5 – Résiliation et pénalités

22. PENALITES

Toutes les pénalités prévues au présent SAD sont appliquées au titulaire de chaque marché spécifique, sauf stipulation contraires du marché spécifique.

Les pénalités sont appliquées sur simple constat, sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Il appartient au titulaire d'apporter le cas échéant la preuve de l'existence d'un événement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.

Les pénalités décrites ci-dessous sont cumulables et nettes de taxes.

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

22.1 PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution est expiré.

Conformément à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt une pénalité appréciée, par jour calendaire de retard, dans les conditions suivantes :

$$P = V * R / 1000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

Une fois le montant des pénalités déterminé, elles sont, selon le souhait de l'adhérent :

- ➔ Soit déduites du montant de la facture des prestations sur la base desquelles la pénalité a été calculée,
- ➔ Soit récupérées à la suite de l'émission, par l'adhérent, d'un titre de recette.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération n'est accordée au titulaire.

Ces pénalités sont appliquées par chaque établissement bénéficiaire au titre de l'exécution de chaque marché spécifique.

22.2 PENALITES POUR DEFAUT DES OBLIGATIONS RELATIVES A LA RECUPERATION DES DONNEES

Dans le cas où le Titulaire ne respecte pas les dates de reporting prévues à l'article 5.2.2 du présent CCAP, une pénalité de retard de 200 euros par semaine de retard sera appliquée après mise en demeure préalable demeurée infructueuse. Une semaine s'entend du lundi au vendredi. Toute semaine entamée est due.

Ces pénalités sont appliquées par le GCS UniHA.

23.RESILIATION DU CONTRAT

23.1 MOTIFS DE RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur du marché spécifique peut mettre fin à l'exécution du contrat à tout moment, pour motif d'intérêt général ou suite à une faute du Titulaire dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, notamment :

- Dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS
- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-8 et D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ;
- Si les services utilisateurs ou le laboratoire de contrôle d'une pharmacie décèlent une dégradation de la qualité des produits de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue au contrat ;
- En cas de rupture d'approvisionnement pour une cause imputable au titulaire, conformément aux dispositions du présent CCAP.

23.2 INDEMNITE DE RESILIATION

Par dérogation à l'article 38 du CCAG FCS, la résiliation pour faute ou pour motif d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnisation autre que le paiement des fournitures et prestations admises ou admissibles à la date de résiliation.

23.3 RESILIATION EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de procédure de liquidation judiciaire affectant le titulaire, le jugement instituant la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le CHU de Lille adresse au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée à l'encontre du titulaire concerné.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Chapitre 6 – Imprévision et circonstances imprévues

24. INCIDENCE D'UN EVENEMENT IMPREVISIBLE ET EXTERIEUR AUX PARTIES SUR LA POURSUITE DU CONTRAT

24.1 OBLIGATION D'INFORMATION

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire doit informer l'établissement coordonnateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

24.2 MODALITES DE POURSUITE DU CONTRAT

Les parties pourront convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution du contrat strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible.

24.3 LA SUSPENSION DU CONTRAT

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de l'évènement imprévisible, l'établissement coordonnateur peut décider de suspendre l'exécution du contrat sur décision écrite notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation au titre de cette suspension.

Dans ce cadre, un marché de substitution temporaire pour la même prestation, passé auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée nécessaire à la garantie de l'approvisionnement des établissements adhérents, dans les conditions réglementaires alors applicable le cas échéant.

Le marché de substitution ainsi conclu ne peut être exécuté aux frais et risques du titulaire.

La date arrêtée pour l'achèvement du marché de substitution est arrêtée d'un commun accord entre l'établissement coordonnateur et le titulaire du marché spécifique, dès que celui retrouve sa pleine capacité à exécuter le marché.

24.4 RECEVABILITE D'UNE DEMANDE D'INDEMNISATION EN CAS DE POURSUITE DU CONTRAT

Le titulaire du marché pourra formuler une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du contrat s'il produit des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat du fait de la poursuite de l'exécution du contrat dans les conditions de l'offre initiale malgré les éventuelles modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte aux établissements bénéficiaires.

L'établissement coordonnateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur. Le titulaire du marché spécifique sera alors redevable de la poursuite de l'exécution de celui-ci aux conditions initialement arrêtées.

Le cas échéant, l'indemnisation prendra la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur tant qu'aucun accord n'est intervenu entre le titulaire du marché spécifique et l'établissement coordonnateur ;
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

Chapitre 7 – Dispositions spécifiques aux établissements bénéficiaires situés Outre-mer

Toutes les dispositions du présent cahier des clauses administratives s'appliquent aux établissements DROM-COM également, sous réserve des clauses spécifiques prévues au présent article.

25. MODALITES DE LIVRAISON

Les caractéristiques liées à la livraison sont propres à chaque établissement bénéficiaire et sont définies sur chaque bon de commande.

Le titulaire assure la livraison des fournitures dédouanées pour l'export, au point de livraison en France métropolitaine (FCA), déterminé par l'établissement bénéficiaire (quai transitaire aérien ou maritime).

Les coordonnées, jours et heures de réception du transitaire seront précisées sur le bon de commande. Dans le cas où la fourniture objet du marché est fabriquée en dehors de la France, le point de livraison (transitaire) est défini en commun accord avec l'établissement bénéficiaire concerné.

Une livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison précisé sur le bon de commande ou des horaires du titulaire sont à la charge de celui-ci. Aucun surcoût ne pourra être imputable à l'établissement bénéficiaire.

26. DELAI DE LIVRAISON

Le délai de livraison est fixé à 10 jours à compter de la date de notification du bon de commande et jusqu'à la date de livraison sur le site d'embarquement (quai transitaire aérien ou maritime du transitaire).

27. TRAITEMENT DES COMMANDES

Le titulaire s'engage à :

- Accuser réception de la commande dans un délai de 24 à 48 heures ;
- Retourner au bénéficiaire un document précisant pour chaque ligne de commande :
 - La date de disponibilité du produit ;
 - La quantité pouvant être livrée ;
 - La date de péremption.
- Envoyer un avis d'expédition au titulaire.

Pour les commandes ne pouvant être honorées en totalité, le titulaire devra, à la demande de l'établissement bénéficiaire, accepter de prendre en compte les reliquats.

Les frais d'approche des reliquats sont à la charge du titulaire (envoi DDP ou remboursement des frais transports (transitaire + taxes)).

28. BORDEREAU DE LIVRAISON

La livraison sera obligatoirement accompagnée d'un bordereau de livraison tel que défini à l'article 10.3.5 du présent CCAP et des documents suivants :

- Une Fiche de Données de Sécurité pour les fournitures concernées si nécessaire ;
- L'identité de l'expéditeur et l'identité du destinataire ainsi que le pays de destination ;
- La facture en euros HT ;
- La liste exhaustive du colisage (précisant également la référence du bon de commande);
- En fonction de la catégorie du produit, la déclaration matière dangereuse (IATA) si nécessaire effectuée par une personne diplômée IATA

Chaque livraison au transitaire doit être accompagnée d'une facture correspondant au colisage exact, en cohérence avec le bordereau de livraison.

29. EMBALLAGES ET TRANSPORT

Le titulaire est chargé d'emballer et d'étiqueter les fournitures afin qu'elles arrivent en bon état à destination finale.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au quai transitaire (aérien ou maritime). A ce titre, il est également responsable du conditionnement et de l'emballage des fournitures.

L'emballage doit notamment être adapté au contenu, au risque climatique (sur le tarmac des aéroports au départ et à l'arrivée), au gerbage en milieu humide, au risque inhérent au produit (produits dangereux).

Le titulaire veillera à garantir que l'emballage respecte la réglementation en vigueur et permette de préserver et protéger les produits objet du présent contrat jusqu'au lieu de destination finale conformément à l'article 20.2.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire a l'obligation de remettre la fourniture emballée pour l'export au transitaire dans le respect de la réglementation aérienne internationale et la réglementation sur le transport par voie maritime.

En cas de non-respect des conditions d'emballages, les surcoûts éventuellement engendrés sont à la charge du titulaire.

Recommandations relatives au transport des produits de santé sous température dirigée

Les opérations doivent être réalisées en conformité avec les bonnes pratiques définies par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé ainsi que les recommandations de l'Ordre national des pharmaciens relatives aux bonnes pratiques de santé soumis à la chaîne du froid (version mai 2006).

Les produits doivent être maintenus à une température comprise entre 2°C et 8°C.

Les moyens et les conditions de transport mis en œuvre par le titulaire doivent permettre d'assurer la conservation des produits dans des conditions optimales afin que la chaîne du froid soit respectée jusqu'à la livraison effective du produit sur le site de l'établissement bénéficiaire.

Le titulaire s'engage à :

- Utiliser un emballage adapté et qualifié selon la destination : un emballage isotherme et réfrigérant autonome et éco-responsable adapté aux produits pharmaceutiques, thermosensibles, biotechnologiques et chimiques.
- Utiliser un mode de transport permettant de maintenir le produit à température pendant toute la durée du transport et au moins 96 heures (transport à température dirigée et contrôlée pour chaque colis ou transport à température non maîtrisée nécessitant l'emploi de dispositifs isothermes validés par l'établissement bénéficiaire).
- En cas d'utilisation d'une sonde de suivi de température, le titulaire dispose d'un délai de 24h pour libérer ou non son produit après envoi des données des sondes de suivi des températures à l'établissement bénéficiaire.
- Justifier que le couple temps/température a été maintenu dans les limites prescrites jusqu'à la réception. Un suivi de la température sera réalisé en temps réel avec un indicateur de dépassement. Les livraisons seront tracées à chaque étape dès la sortie de l'entrepôt jusqu'à la livraison.

La température à laquelle les produits doivent être maintenus ainsi que l'information de la date limite de validité du dispositif sont identifiées sur chaque colis et palette. Les instructions à suivre en cas de dépassement de la durée de validité doivent également être visible et exploitable.

Le titulaire s'engage à informer l'établissement bénéficiaire des conditions de transport applicables aux colis expédiés afin de transmettre les informations à son transitaire.

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, dès l'admission des fournitures, les emballages sont la propriété de l'établissement bénéficiaire.

30. OPERATION DE VERIFICATION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE

Les opérations de vérifications qualitatives et quantitatives s'effectuent comme suit.

Les opérations de vérification des livraisons quantitatives (conformité bon de livraison, la vérification que le couple température/temps a été maintenu dans les limites prescrites jusqu'à la réception, état des emballages notamment) sont effectuées par le transitaire.

Les vérifications qualitatives consistant à vérifier la qualité des produits, les modèles, les caractéristiques techniques des produits sont effectuées par l'établissement bénéficiaire dans un délai de 30 jours à compter de la livraison sur le site de l'établissement bénéficiaire, par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS.

31. ADMISSION DES FOURNITURES ET TRANSFERT DE RESPONSABILITE PHARMACEUTIQUE

La responsabilité pharmaceutique du titulaire du marché couvre les opérations suivantes :

- Le transport de la sortie de l'entrepôt jusqu'à la livraison sur le site d'embarquement (jusqu'au transitaire)
- Le stockage à l'aéroport ou port de départ (dans les locaux du transitaire).

A partir de la prise en charge des produits par le transitaire, l'établissement bénéficiaire se substitue à l'établissement pharmaceutique expéditeur (le titulaire) et endosse la responsabilité du transport et du respect de la chaîne du froid dès la prise en charge des produits par le transitaire, et ce jusqu'à la livraison dans ses locaux.

L'admission des fournitures par l'établissement bénéficiaire intervient à la suite des opérations de vérifications définies à l'article 15 du présent CCAP.

32. Dispositions financières particulières

Les prix net HT unitaire en euros, mentionnés au BPU ne pourront être différents de ceux appliqués à la France métropolitaine.

Le titulaire est chargé d'accomplir la procédure de dédouanement dans le pays d'exportation et de s'acquitter des droits et des taxes qui s'y rapportent afin que les marchandises puissent quitter le pays d'exportation (notamment le territoire métropolitain).

Les prix comprennent également les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage spécifique en fonction des conditions d'envoi (maritime ou aérien), à l'assurance et au transport

jusqu'au lieu de livraison définit par l'établissement bénéficiaire (quai ou aéroport du transitaire) sauf stipulation contraire du marché spécifique.

Les frais de manutention et de transport, de douane ainsi que les dépenses fiscales (taxes outre-mer), qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire. La réexpédition par le titulaire d'un nouveau produit à la suite du rejet des fournitures reste à la charge du titulaire.

Chapitre 8 - Dérogations au CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services de 2021 :

Article du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
4.1	Pièces constitutives du marché public
5.2	Protection des données
14.1.3	Absence d'exonération à l'application des pénalités
20.2.2	Transfert de propriété des emballages
28.1	Délai pour la réalisation des opérations de vérifications qualitatives et quantitatives simples
28.2	Délai pour la réalisation des opérations de vérifications quantitatives
27.3	Absence d'information systématique du Titulaire du jour et de l'heure fixés pour les opérations de vérifications
30.1	Prononcé de la décision d'admission
38	La résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas droit à indemnisation